

Questions orales

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, le député aurait pu sans doute obtenir une réponse plus claire du gouvernement s'il avait donné avis de cette question, car elle est très technique.

Il sait bien qu'il est très important de rationaliser les chantiers maritimes au Canada. Chaque cas doit être traité en fonction de cette politique globale. Je serais heureux d'examiner cette question et de lui en rendre compte.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Ross Harvey (Edmonton-Est): Monsieur le Président, j'ai une question pour le ministre des Pêches et des Océans. Elle porte sur le programme de la Région des lacs expérimentaux qu'administre l'Institut des eaux douces.

On pourrait dire que ce programme est, depuis ses origines, l'un des plus importants au Canada en matière d'environnement. C'est lui qui a permis de prouver que les pluies acides étaient le résultat de la pollution industrielle et que les phosphates, et non le carbone, favorisaient la prolifération des algues. C'est l'un des principaux instruments permettant de déterminer la nature du réchauffement de la planète et d'en étudier les effets sur le Canada, mais son financement est menacé.

J'aimerais demander au ministre s'il ne lui serait pas possible de trouver les quelque 450 000 dollars qui lui seront nécessaires pour son fonctionnement cette année et, s'il se sent particulièrement généreux, les 10 millions qui permettraient de rénover les installations et d'en faire un centre de première classe et de renommée mondiale.

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, le député qui vient de poser cette question va se retrouver sans réponse parce qu'il m'a mis dans une situation difficile en ne me donnant avis de cette question qu'après le début de la période des questions. Ça fait un bout de temps que je ne me suis pas penché sur la question des lacs d'Edmonton.

Une voix: Des lacs expérimentaux.

M. Crosbie: Les lacs expérimentaux d'Edmonton. Ou est-ce en Ontario? Vous voyez bien que ça fait longtemps que je n'ai pas étudié la question.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Je vais faire de mon mieux pour répondre au député le plus rapidement possible, monsieur le Président.

M. le Président: Le député d'Edmonton-Est pour une brève question supplémentaire.

M. Ross Harvey (Edmonton-Est): Monsieur le Président, je peux rafraîchir la mémoire du ministre ou de son collègue, le ministre de l'Environnement, en leur lisant le court passage suivant tiré du rapport du vérificateur général qui est sorti en décembre:

Toutefois, il en est arrivé à un point critique. La base de financement assuré s'est effritée et, à l'heure actuelle, le programme est fortement tributaire de sources extérieures de financement qui sont imprévisibles et spéciales.

Est-ce que l'un ou l'autre des ministres pourrait trouver l'argent pour que ce programme, qui est le fer de lance de la recherche dans ce domaine, puisse poursuivre ses travaux qui sont d'une importance vitale?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, je suis sûr que le ministre de l'Environnement répondrait par l'affirmative s'il était ici.

Des voix: Oh, oh!

* * *

[Français]

MORDECAI RICHLER

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Multiculturalisme et de la Citoyenneté.

Les Québécois ont été stupéfaits et écoeurés de lire ce matin que M. Mordecai Richler les traite de «tribu avec une élite autodestructrice». À Toronto, il a avoué qu'il croyait que les Québécois étaient antisémites et une société tribale.

Je demande au ministre d'État au Multiculturalisme de dénoncer et de condamner ces propos racistes, injurieux, insultants et dégradants!

M. le Président: Je regrette beaucoup, mais il est nécessaire que les questions qui sont posées se rapportent à l'administration du gouvernement. La question est peut-être sérieuse, mais ce n'est pas une question qui relève de l'administration gouvernementale.

Peut-être que l'honorable député peut poser une autre question, s'il le désire.

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, je pose la question au ministre d'État au Multiculturalisme et à la Citoyenneté étant donné qu'il est, en